

Regards libertaires sur l'Etat

L'ascension de l'étatisme

Afin de ne pas être accusé de choisir nos références parmi des théoriciens particulièrement anti-étatistes, contentons-nous donc de reprendre à ce sujet la définition marxiste classique : « L'Etat est un produit de l'antagonisme irréconciliable des classes. »

Si cette formule ne dit évidemment pas de l'Etat tout ce qu'il faudrait en dire, elle est cependant –appliquée au régime politico-économique du capitalisme libéral– parfaitement juste. Elle revient à constater que si ce régime avait besoin de l'Etat, c'est qu'il lui fallait un moyen d'autorité et coercition pour légaliser et protéger son exploitation de classe, et soyons du reste persuadés que les bourgeois eux-mêmes admettent objectivement cette vérité. En effet, selon la vieille conception libérale, l'Etat est essentiellement et uniquement un gendarme dont le rôle consiste à protéger les « honnêtes gens », entendant surtout par là, les « gens biens » ou, qui ont « du bien ». Car, et c'est un curieux paradoxe, le bourgeois authentique était anti-étatiste ; s'il demandait à l'Etat de maintenir l'ordre, il l'aurait vu par contre d'un mauvais oeil se mêler de ce qui ne le concernait pas, au risque de gêner la libre initiative et la libre concurrence. [...]

Et pourtant, autre paradoxe, cette tendance anti-étatiste du capitalisme libéral eut précisément pour conséquence de pousser à l'Etatisme, et cela pour la simple raison que du moment où la bourgeoisie répugnait à assurer ses responsabilités sociales, celles-ci devaient être prises en charge par l'Etat. Il en fut premièrement ainsi de quantité d'oeuvres et d'activités qui, dans les anciens régimes, étaient le fait d'initiatives privées ou de l'Eglise (dont la richesse et le pouvoir étaient énormes) : hôpitaux, fondations philanthropiques et, par exemple, des entreprises aussi vastes que l'enseignement à tous les degrés.

Une seconde raison du développement de l'étatisme fut que, malgré tout son respect de l'initiative privée, le capitalisme éprouva de plus en plus le besoin de travaux et de services publics : routes, ponts, chemins de fer, poste, télégraphe, organes administratifs, techniques, etc... [ndlr : Aujourd'hui, cependant, sous la pression capitaliste et avec le consentement de l'Etat, les services publics les plus rentables sont libéralisés –qu'il s'agisse de l'électricité, de l'eau, des soins de santé, des chemins de fer ou de l'armée.] [...]

Conserver et consolider ses privilèges

Une vue idéale de l'étatisme n'est soutenable que pour une brève période. En vertu d'une loi naturelle et très humaine, les privilégiés du régime n'auront pas de but plus clair que de conserver et de consolider leurs privilèges ; rapidement ils constitueront des castes, autant que possible héréditaires et jouissant d'avantages d'autant plus substantiels qu'ils se les octroieront eux-mêmes. Espérer, d'autre part, que ces hommes, qui disposeraient de tous les pouvoirs, se priveraient bénévolement d'en user et d'en abuser, c'est montrer que l'on ignore tout de la psychose autoritaire. Soyons, au contraire, assurés que l'étatisme restera fidèle à lui même et tendra toujours à plus d'autorité, plus d'oppression, plus d'absolu.

On nous dira peut-être, suprême argument et suprême erreur, que s'il est bien vrai que l'étatisme comporte de pénibles inconvénients, il n'en est pas moins un régime dont l'intérêt personnel n'est plus le moteur et dont l'accumulation égoïste du profit est exclue. Que si l'Etat a ses profiteurs, son intérêt sera tout de même l'intérêt de tous et qu'ainsi l'étatisme reste, malgré tout, une forme de socialisme. Argumentation sophistique s'il en fut. Rappelons donc que l'Etat possède et poursuit son but en soi sans aucun souci du bien-être matériel ou spirituel des citoyens ; ceux-ci ne sont pour lui qu'un matériel humain propre à édifier sa grandeur et à réaliser sa « mission historique ». La dite mission historique étant renouvelable et interchangeable peut donc parfaitement exiger que les dits citoyens vivent et meurent misérablement avec une parfaite soumission et un perpétuel enthousiasme. Quand à la nature de ces missions historiques ? Nous savons qu'on ne sera jamais en peine d'en trouver. [...]

Ainsi l'image de l'Etatisme triomphant a de quoi faire frémir quiconque reste fidèle aux valeurs humaines et civilisatrices. La barbarie étatiste serait icontestablement plus effroyable que celle des premiers âges ; cette dernière était l'effet d'un primitivisme naturel, tandis que celle qui nous menace serait une barbarie savamment et scientifiquement organisée. Il est cependant non moins certain qu'en provoquant une décadence vertigineuse de la culture et de la morale, l'étatisme totalitaire connaîtrait lui aussi, et sans tarder, une évolution catastrophique vers la guerre permanente et le chaos social.

Devant ce danger, et quelque soit leur tendance, les socialistes devraient tout au moins avoir le courage de rompre avec un traditionnalisme qui les

aveugle. La lutte contre l'étatisme exige premièrement de considérer en réaliste cette vue idéale du messianisme prolétarien. Que le prolétariat ait des intérêts propres et généraux, et que, tout naturellement, il tende à améliorer son sort, qui pourrait le nier ? Mais reconnaissons l'erreur qui consista à systématiser ces données jusqu'à faire du prolétaire un automate historique en oubliant qu'il est un homme, c'est-à-dire un être vivant, mouvant, divers, complexe et mystérieux soumis à toutes les faiblesses et à toutes les passions, capable enfin, du meilleur et du pire.

L'égalité dans la liberté

Si l'on veut pourtant, résumer d'un seul mot le but que poursuit tant bien que mal l'ensemble du mouvement prolétarien, on trouve : l'Egalité, la réalisation de cette société égalitaire auquel le socialisme limita si étroitement son idéal qu'il en oublia la liberté. On oublia, qu'en réalité, l'égalité ne peut se réaliser que dans la liberté et par la liberté. Que si le prolétariat ne construit pas sa liberté parallèlement à l'égalité il sera fatalement mené vers les geôles de l'Etatisme et qu'il ne sera, en définitive, qu'un esclave qui change de maître. Malgré que l'éducation politico-sociale que leur ont donné leurs chefs ait mal préparé les prolétaires à réagir, il semble pourtant que les plus évolués d'entr'eux comprennent ce qui les menace.

Que devraient-ils faire pour que leur réaction fut efficace ? Question qui soulève tout le problème de l'action prolétarienne et qui nous pousserait aisément vers la stratégie en chambre ! Nous en dirons donc simplement que la première chose que le mouvement prolétarien ait à faire est de reprendre sa complète indépendance. Qu'il redevienne lui-même en échappant, sans tarder, à l'emprise des organisations traditionnelles tant politiques que syndicales engagées profondément dans un processus d'étatisation. Ce qui signifie que dans le domaine de l'action libératrice, le prolétariat doit repartir à zéro : reprendre la lutte contre le capitalisme libéral décadent et contre l'étatisme qui s'empare de sa succession. A ces deux formes d'oppression et d'exploitation le prolétariat doit substituer son régime, celui d'une libre association et d'une organisation des travailleurs, c'est-à-dire du seul socialisme digne de ce nom : du socialisme libertaire.

Ernestan,
« La Contre-révolution étatiste », *passim*.

